

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/JOR/2
G/SCM/N/1/JOR/2
8 octobre 2003
(03-5293)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

JORDANIE

La Mission permanente de la Jordanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 septembre 2003.

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, la Jordanie a l'honneur de notifier au Comité des pratiques antidumping une copie traduite de sa Loi n° 50 sur la protection de la production nationale pour l'année 2002, publiée dans le Journal officiel n° 4560 du 15 août 2002, ainsi qu'une copie traduite de sa Réglementation n° 26 sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires pour l'année 2003, promulguée en vertu de l'article 26 de la loi susmentionnée et publiée dans le Journal officiel n° 4587 du 2 mars 2003.

Conformément à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Jordanie a l'honneur de notifier au Comité des subventions et des mesures compensatoires une copie traduite de sa Loi n° 50 sur la protection de la production nationale pour l'année 2002, publiée dans le Journal officiel n° 4560 du 15 août 2002, ainsi qu'une copie traduite de sa Réglementation n° 26 sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires de la loi susmentionnée et publiée dans le Journal officiel n° 4587 du 2 mars 2003.

**Loi n° 50 de 2002 sur la protection
de la production nationale**

Article premier:

La présente loi porte le nom de "Loi sur la protection de la production nationale pour l'année 2002", et entre en vigueur à la date de sa publication dans le Journal officiel.

Article 2:

a) Lorsqu'ils sont utilisés dans la présente loi, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-dessous, à moins que le contexte n'en exige autrement:

le Ministère:	Ministère de l'industrie et du commerce;
le Ministre:	Ministre de l'industrie et du commerce;
produit similaire:	le produit national similaire en tous points au produit importé vers le Royaume de Jordanie, ou un produit similaire dans une large mesure dans ses caractéristiques ou usages en l'absence de similitude;
producteurs nationaux:	tous les producteurs nationaux du produit similaire ou ceux d'entre eux dont la production collective constitue une proportion majeure de la production totale du produit similaire national;
pratiques dommageables:	un accroissement des importations d'un certain produit importé vers le Royaume de Jordanie ou son importation à des prix de dumping ou subventionnés;
autorité compétente:	l'autorité compétente du Ministère autorisée à enquêter sur les pratiques dommageables en vertu des dispositions de la présente loi;
mesures:	toutes les mesures qui peuvent être appliquées en conformité avec les dispositions de la présente loi à l'encontre de pratiques dommageables, et qui regroupent les mesures de sauvegarde, les droits antidumping et les droits compensateurs;
l'Organisation:	l'Organisation mondiale du commerce;
pays Membres:	les pays Membres de l'Organisation.

b) Aux fins de la présente loi, par "dommage" on entend:

1. un dommage grave causé aux producteurs nationaux ou la menace d'un tel dommage sous la forme d'un obstacle global important auquel est confronté une branche de production nationale, ou sous la forme de sauvegardes;
2. un dommage important causé aux producteurs nationaux ou la menace d'un tel dommage sous forme d'un dumping ou d'un subventionnement, ou un dommage grave affectant la création d'une branche de production nationale.

Article 3:

a) Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux produits industriels et agricoles importés des pays Membres vers le Royaume de Jordanie.

b) Le Conseil des ministres peut appliquer n'importe quelle disposition de la présente loi à des produits importés de pays non Membres, imposer un droit de douane à des produits importés de ces pays, ou imposer toute autre mesure qu'il juge nécessaire en vue de protéger la production nationale, y compris par l'imposition de droits dans la mesure nécessaire pour atteindre cet objectif.

Mesures

Article 4:

a) En vertu des dispositions de la présente loi, les mesures applicables à l'encontre de pratiques dommageables sont les suivantes:

- 1) application de mesures de sauvegarde en cas d'un accroissement des importations vers le Royaume de Jordanie, que cet accroissement ait été absolu par rapport aux années précédentes, ou relatif par rapport à la production nationale;
- 2) imposition de droits antidumping si le prix à l'exportation d'un produit importé vers le Royaume de Jordanie est inférieur à sa valeur normale;
- 3) imposition de droits compensateurs, si la subvention accordée au produit importé vers le Royaume de Jordanie est susceptible de donner lieu à des mesures à son encontre.

b) Il n'est autorisé d'appliquer l'une ou l'autre des mesures indiquées au paragraphe a) du présent article seulement s'il a été prouvé, grâce à une enquête menée par l'autorité compétente en conformité avec les dispositions de la présente loi, que des pratiques dommageables existent et ont causé un dommage aux producteurs nationaux.

La demande

Article 5:

a) Les producteurs nationaux ou leurs représentants peuvent présenter une demande écrite au Ministre pour pallier des pratiques dommageables, à condition que cette demande contienne des renseignements et des éléments de preuve attestant l'existence de ces pratiques, du dommage et d'un lien de causalité.

b) Si les pratiques dommageables concernent un produit agricole, la demande est présentée par les producteurs agricoles nationaux du produit en question, ou par le Ministre de l'agriculture en conformité avec les dispositions du paragraphe a) du présent article.

c) L'autorité compétente examine la demande afin de s'assurer qu'elle satisfait aux conditions et prescriptions prévues par la présente loi ainsi que les réglementations promulguées en vertu de cette même loi, et soumet ses recommandations au Ministre qui décide de l'ouverture d'une enquête ou du rejet de la demande. Le Ministre fait connaître sa décision dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de la date à laquelle il est établi que la demande satisfait aux conditions et prescriptions, et il peut proroger le délai d'une période similaire sur la base de motifs valables.

d) L'examen de la demande concernant un produit spécifique ou les procédures d'enquête pertinentes ne peuvent constituer un obstacle aux procédures de dédouanement du produit en question.

Article 6:

a) Le Ministre prend, sur recommandation de l'autorité compétente, la décision d'ouvrir une enquête si les conditions suivantes sont présentes:

- 1) les producteurs nationaux soutiennent la demande présentée en vue de l'imposition de mesures;
 - 2) il y a présence d'éléments de preuve suffisants concernant les pratiques dommageables, d'un dommage et d'un lien de causalité entre eux;
 - 3) le volume des importations du produit dans des conditions de dumping et de subventionnement n'est pas inférieur à la limite fixée conformément aux réglementations promulguées au titre de la présente loi.
- b) L'autorité compétente annonce l'ouverture de l'enquête immédiatement après que le Ministre a décidé de son ouverture.

Article 7:

Sur décision du Ministre, l'autorité compétente peut ouvrir d'elle-même une enquête si elle a connaissance d'éléments de preuve suffisants concernant l'existence de pratiques dommageables et d'un dommage en résultant.

L'enquête

Article 8:

- a) L'autorité compétente mène une enquête concernant les pratiques dommageables et le dommage qui en résulte. Elle examine à cette fin une période donnée appelée la période d'enquête qui comprend toute période précédant la date de la demande. Les renseignements relatifs aux pratiques dommageables et au dommage pendant cette période sont rassemblés et leur exactitude est examinée et analysée sous réserve que cette période soit adoptée conformément aux termes fixés en vertu des réglementations promulguées à cette fin.
- b) L'autorité compétente donne aux parties intéressées et aux parties participant à l'enquête la possibilité de présenter tout élément de preuve ou renseignement pertinent à cet égard. Des auditions publiques sont tenues sur demande des parties intéressées afin d'entendre leurs déclarations et de discuter des éléments de preuve et des renseignements présentés. L'autorité compétente autorise les parties à examiner tout élément de preuve ou renseignement lié à l'enquête, à condition que les renseignements en question ne soient pas confidentiels.

Article 9:

- a) L'autorité compétente examine et vérifie l'exactitude des renseignements présentés afin de déterminer l'existence de pratiques dommageables, d'un dommage et d'un lien de causalité. Elle peut également demander aux parties intéressées et aux parties participant à l'enquête tout renseignement lié à celle-ci.
- b) Le Ministre peut demander à toute entité concernée par une enquête, y compris à la Direction des douanes et au Département des statistiques ou toute autre entité publique ou privée, de fournir des renseignements liés à l'objet de l'enquête. Les entités sont obligées de fournir ces renseignements sous réserve des dispositions prévues par d'autres actes législatifs.

Article 10:

Le Ministre peut, sur recommandation de l'autorité compétente, décider, en tout temps, de suspendre l'enquête ou d'y mettre un terme lorsqu'il y a dumping ou subventionnement sans imposer de droits antidumping ou de droits compensateurs, s'il accepte un engagement de la part de l'exportateur du produit à revoir ses prix ou à suspendre ses exportations vers le Royaume de Jordanie à des prix de dumping ou à des prix subventionnés, ou si le pays accordant les subventions s'engage à y mettre un terme. Le Ministre peut décider de poursuivre l'enquête au lieu d'accepter un tel engagement.

Article 11:

a) Le Ministre met un terme à l'enquête, sur recommandation de l'autorité compétente, sans imposer de mesures dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes:

- 1) si les éléments de preuve présentés concernant l'existence des pratiques dommageables ou d'un dommage en résultant sont insuffisants;
- 2) si la demande présentée a été retirée et que cette procédure ne fait pas l'objet d'un conflit d'intérêts;
- 3) si la recommandation de l'autorité compétente confirme l'absence de pratiques dommageables ou de dommage.

b) Le Ministre décide, sur recommandation de l'autorité compétente, de mettre un terme à l'enquête concernant un produit d'un producteur spécifique ou d'un certain pays, lorsqu'il y a dumping ou subventionnement, sans imposer de mesures si la marge de dumping, le montant des subventions ou le volume des importations du produit en question est inférieur à la limite fixée par les réglementations promulguées en vertu de la présente loi.

c) Si l'enquête prend fin conformément aux dispositions des paragraphes a) ou b) du présent article, le Ministre peut prendre les décisions nécessaires concernant ce qui suit:

- 1) l'abrogation des mesures provisoires imposées et la promulgation d'une décision de rembourser les droits payés ou les garanties déposées;
- 2) l'annulation de tout engagement accepté en vertu des dispositions de l'article 10 de la présente loi.

Article 12:

Si l'ouverture d'une enquête est décidée, l'autorité compétente tient compte des périodes ci-après pour achever l'enquête en question:

- a) une période n'excédant pas six mois à compter de la date d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegarde. Il est autorisé, sur décision du Ministre, de proroger cette période dans des circonstances spéciales, à condition que la période totale n'excède pas huit mois;
- b) une période n'excédant pas un an à compter de la date d'ouverture d'une enquête en matière de dumping ou de subvention. Il est autorisé, sur décision du Ministre, de proroger cette période dans des circonstances spéciales, à condition que la période totale n'excède pas 18 mois.

Mesures provisoires

Article 13:

a) Le Ministre peut décider, sur recommandation de l'autorité compétente, d'imposer des mesures provisoires, si l'autorité compétente parvient à une détermination préliminaire concernant l'existence de pratiques dommageables et d'un dommage en résultant, et s'il a été démontré qu'un retard dans l'imposition de ces mesures causerait un dommage qu'il serait difficile de réparer.

b) Les types de mesures provisoires, leur durée et leur champ d'application sont déterminés en conformité avec les réglementations promulguées au titre de la présente loi.

Article 14:

a) S'il est décidé d'imposer des mesures finales, les mesures provisoires sont abrogées. Les garanties déposées sont alors remboursées et les droits perçus sont calculés de manière rétroactive.

b) Cependant, s'il est décidé de ne pas imposer de mesures finales, les garanties déposées et les droits perçus sont remboursés.

c) Les dispositions et les conditions relatives à la mise en œuvre des paragraphes a) et b) du présent article sont prévues dans les réglementations promulguées au titre de la présente loi.

Article 15:

Le Conseil des ministres peut, sur recommandation justifiée du Ministre, suspendre l'application des mesures provisoires s'il apparaît au Conseil que cette application a un impact négatif sur les autres producteurs nationaux, les consommateurs ou l'intérêt public.

Mesures finales

Article 16:

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente présente au Ministre une recommandation justifiée fondée sur des éléments de preuve objectifs et accompagnée d'un rapport détaillé illustrant les résultats obtenus en ce qui concerne l'existence de pratiques dommageables, du dommage et du lien de causalité.

Article 17:

- a)
 - 1) Si la recommandation présentée au Ministre confirme l'existence de pratiques dommageables, d'un dommage et d'un lien de causalité, le Ministre décide l'imposition de mesures finales à l'encontre de ces pratiques dommageables, en indiquant le type de ces mesures, leur importance et leur champ d'application. Cette décision est présentée dans un délai de dix jours au Conseil des ministres pour approbation.
 - 2) Le Conseil des ministres peut approuver ou rejeter la décision sans l'amender dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de la date de soumission de la décision, que celle-ci ait été présentée par le Ministre ou par le Conseil des droits de douane. La décision du Conseil des ministres est définitive et peut faire l'objet d'un recours auprès de la Haute Cour de justice.

b) Si le Conseil des ministres approuve la décision d'imposer des mesures finales, leur application commence à la date fixée par le Conseil.

Article 18:

a) Lors de l'imposition des mesures finales, il est dûment tenu compte du fait que les mesures sont appliquées dans la mesure nécessaire pour empêcher ou pallier un dommage d'une manière qui facilite l'ajustement des producteurs nationaux, de façon à assurer la protection des intérêts du Royaume de Jordanie, sous réserve que les dispositions relatives à ces mesures, leurs conditions et la limite maximale de la période d'application soient définies par les réglementations promulguées au titre de la présente loi.

b) Le montant des droits antidumping ou des droits compensateurs imposés ne peut excéder la marge de dumping, équivalant à la différence entre la valeur normale et le prix à l'exportation, ou le montant de la subvention déterminé par l'enquête. Il est autorisé de fixer ces droits à des montants inférieurs à la marge de dumping ou au montant de la subvention si ces droits sont adéquats pour pallier le dommage, à condition que les droits soient remboursés s'ils excèdent la marge de dumping ou le montant de la subvention réelle après que la décision finale d'imposer les droits antidumping ou les droits compensateurs est entrée en vigueur.

c) Un produit importé ne peut être doublement assujéti à des droits antidumping et à des droits compensateurs dans des situations où il fait l'objet d'un dumping et, simultanément, est subventionné.

Article 19:

Les mesures de sauvegarde sont appliquées à toutes les importations du produit, quelle que soit leur provenance. Les droits antidumping et les droits compensateurs sont imposés à tous les produits importés en vue d'une consommation intérieure par des sources dont il est établi qu'elles pratiquent un dumping et qu'elles reçoivent une subvention.

Article 20:

Si l'imposition de mesures est rejetée en vertu des dispositions de la présente loi, il n'est pas permis au requérant de présenter une nouvelle demande fondée sur les mêmes éléments factuels et les mêmes motifs qui ont été indiqués dans la première demande avant un délai de 180 jours à compter de la date de la publication de la décision, qu'elle ait été prise par le Ministre ou par le Conseil des ministres, selon les cas.

Mesures de sauvegarde

Article 21:

a) Le Ministre décide, sur recommandation de l'autorité compétente, d'imposer les mesures de sauvegarde suivantes, selon qu'il les juge nécessaire:

- 1) détermination des parts du contingent qui peuvent être importées pour le produit importé en question;
- 2) recommandation au Conseil des droits de douane d'examiner l'imposition d'un droit de douane au produit importé ou d'augmenter le droit de douane qui lui est appliqué, ou d'annuler le droit de douane appliqué à un produit importé utilisé dans la production du produit similaire, ou de le réduire. Le Conseil des droits de douane

présente sa recommandation à cet égard au Conseil des ministres qui prend la décision appropriée;

- 3) toute mesure qui soutient l'ajustement des producteurs nationaux aux produits importés, à condition qu'elle ne soit pas contraire à l'Accord sur les sauvegardes de l'Organisation.

b) Le motif et les conditions nécessaires pour exclure un pays en développement Membre de l'application de mesures de sauvegarde sont déterminés conformément aux réglementations promulguées au titre de la présente loi, sous réserve que cette exclusion, dans tous les cas, soit issue d'une décision du Conseil des ministres, sur recommandation du Ministre.

Dispositions générales

Article 22:

a) Il n'est pas permis de divulguer les renseignements confidentiels que le Ministère, l'autorité compétente ou toute autre personne ou entité officielle a examiné dans le cadre de l'exécution de leurs obligations concernant la mise en œuvre des dispositions de la présente loi et des réglementations promulguées au titre de celle-ci. Les termes de cette confidentialité et les dispositions y relatives sont définies conformément aux réglementations promulguées au titre de la présente loi.

b) Toute personne portant atteinte aux dispositions du paragraphe a) du présent article reçoit une amende d'un montant compris entre 1 000 et 3 000 dinars.

Article 23:

L'Accord sur les sauvegardes, l'Accord antidumping, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ainsi que les applications au niveau international dans ce domaine adoptées par l'Organisation sont dûment pris en considération lors de la mise en œuvre de la présente loi et des réglementations promulguées au titre de celle-ci.

Article 24:

Le Ministère a l'obligation de consulter les pays Membres ayant un intérêt significatif avant d'imposer des mesures en vertu des dispositions de la présente loi.

Article 25:

a) Les registres suivants sont organisés au sein du Ministère sous la supervision d'un fonctionnaire nommé par le Ministre:

1. Registre des mesures antidumping.
2. Registre des mesures compensatoires.
3. Registre des mesures de sauvegarde.

b) Les déclarations enregistrées dans les registres mentionnés au paragraphe a) du présent article, les documents conservés par l'autorité compétente et les taxes à payer pour examiner ces registres sont définies par une réglementation promulguée à cette fin.

Article 26:

Le Conseil des ministres promulgue les réglementations nécessaires afin de mettre en œuvre les dispositions de la présente loi, dont la Réglementation relative aux mesures de sauvegarde et la Réglementation relative aux mesures compensatoires, qui doivent contenir notamment les éléments suivants:

- a) les taxes perçues de l'auteur d'une demande de protection contre des pratiques dommageables;
- b) le fondement et les conditions concernant l'accroissement des importations, le dommage, le lien de causalité, ainsi que les questions étayant la position de l'autorité compétente, et liées à la motivation quant au fond de la décision de celle-ci;
- c) la façon d'appliquer les mesures, la limite maximale de leur durée, les conditions de leur renouvellement, la révision, l'abrogation, la libéralisation progressive, l'évaluation et la réimposition de ces mesures, ainsi que les autres dispositions y relatives;
- d) les annonces, rappels et avis au public concernant les décisions prises conformément aux dispositions de la présente loi, et les notifications aux parties intéressées, aux pays Membres, à l'Organisation ou à l'un de ses organes;
- e) le fondement et les conditions concernant l'existence d'un dumping du produit spécifique et la méthode de calcul pour déterminer son prix à l'exportation, sa valeur normale et la marge de dumping, la manière de déterminer l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité ainsi que les questions liées à leur motivation quant au fond;
- f) le fondement et les conditions concernant l'existence de subventions, la méthode de calcul et la manière de déterminer l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité ainsi que les questions liées à leur motivation quant au fond;
- g) les procédures d'enquête et les éléments qu'elles contiennent, ainsi que la manière de déterminer les parties intéressées et les parties qui participent à l'enquête;
- h) les dispositions concernant les engagements en matière de prix, leur durée, leur examen et leur abrogation;
- i) le fondement concernant la détermination des parts de contingent des importations et la manière de les attribuer aux pays importateurs dans le cas d'un accroissement des importations;
- j) le fondement concernant l'existence de liens entre les parties intéressées visées par les dispositions de la présente loi et les résultats qui en découlent;
- k) les renseignements et les éléments de preuve qui doivent être présents dans la demande visant à imposer des mesures ainsi que les entités qui peuvent présenter une demande, telles que le représentant des producteurs nationaux;
- l) les dispositions relatives au soutien accordé aux producteurs nationaux pour demander l'imposition de mesures;
- m) les résultats découlant de l'existence de produits directement concurrents dans le cas d'un accroissement des importations, et les dispositions y relatives;

n) la détermination des délais nécessaires pour l'élaboration des décisions préliminaires prévues par la présente loi.

Article 27:

a) La Loi n° 4 de 1998 sur la protection de la production nationale est abrogée, les réglementations et instructions promulguées au titre de celle-ci restant en vigueur jusqu'à leur abrogation ou leur remplacement par d'autres.

b) Les dispositions de tout autre acte législatif n'entrent pas en vigueur si elles contreviennent aux dispositions de la présente loi.

Article 28:

Le Premier Ministre et les ministres sont responsables de la mise en œuvre des dispositions de la présente loi.

* * *

**Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping
et les mesures compensatoires**

Article premier:

La présente réglementation porte le nom de "Réglementation sur les mesures antidumping et les mesures compensatoires pour l'année 2003", et entre en vigueur à la date de sa publication dans le Journal officiel.

Article 2:

Lorsqu'ils sont utilisés dans la présente loi, et à moins que le contexte n'en exige autrement, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-dessous:

la Loi:	la Loi sur la protection de la production nationale en vigueur;
le Ministère:	le Ministère de l'industrie et du commerce;
le Ministre:	le Ministre de l'industrie et du commerce;
partie intéressée:	le producteur, l'exportateur et l'importateur du produit importé et tout producteur national d'un produit similaire ou tout organisme dont la majorité des membres sont des producteurs, des importateurs ou des exportateurs du produit en question, ainsi que le gouvernement du pays exportateur.

Article 3:

a) Lors de la détermination de la branche de production nationale, les producteurs nationaux important des produits dont il est allégué qu'ils font l'objet d'un dumping ou qu'ils sont subventionnés sont exclus, de même que les producteurs nationaux qui sont liés à des importateurs, à des exportateurs ou à des producteurs de ces mêmes produits.

b) Aux fins de la présente réglementation, une personne est considérée liée à une autre si l'une des conditions suivantes est remplie:

- 1) si l'une des personnes contrôle l'autre directement ou indirectement;
- 2) si une tierce personne contrôle ces deux personnes directement ou indirectement;
- 3) si une tierce personne est contrôlée par ces deux personnes directement ou indirectement.

c) Aux fins du paragraphe b) du présent article:

- 1) le lien n'a pas d'incidence sauf s'il influence ou peut influencer la conduite d'une personne d'une manière différente que celle des producteurs non liés;
- 2) une personne est considérée comme contrôlée par une autre si celle-ci occupe une position juridique ou pratique qui lui permet de restreindre ou de diriger l'autre personne.

Détermination de l'existence d'un dumping

Article 4:

Un produit est considéré comme faisant l'objet d'un dumping si le prix auquel il est vendu à l'exportation vers le Royaume de Jordanie (prix à l'exportation) est inférieur à son prix normal. La différence entre la valeur normale et le prix à l'exportation constitue la marge de dumping.

Détermination de la valeur normale

Article 5:

Aux fins de l'article 4 de la présente réglementation, la valeur normale est le prix du produit exporté vers le Royaume de Jordanie lorsqu'il est introduit en vue de sa consommation dans le pays d'origine au cours d'opérations commerciales normales.

Article 6:

a) Lorsqu'il n'y a pas de ventes d'un produit au cours d'opérations commerciales normales dans le pays exportateur ou que de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable en raison d'une situation particulière du marché ou du faible volume des ventes, la valeur normale du produit est déterminée selon l'un des critères suivants:

- 1) le prix du produit en question lorsque exporté vers un pays tiers se prêtant à une comparaison appropriée;
- 2) le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un bénéfice et d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et tous les autres frais de caractère général (valeur construite).

b) Aux fins du paragraphe a) du présent article, le volume des ventes est considéré comme ne constituant pas une quantité suffisante si le montant des ventes du produit examiné dans le pays d'origine ou dans un pays tiers représente moins de 5 pour cent du montant des ventes de ce produit dans le Royaume de Jordanie, à moins que l'autorité compétente décide, sur la base des éléments de preuve disponibles ou qui lui ont été présentés par les parties concernées, que ces ventes sont d'une importance suffisante pour établir une comparaison appropriée.

Article 7:

a) La valeur normale d'un produit est déterminée en fonction du prix auquel il est vendu dans le pays exportateur.

b) La valeur normale d'un produit qui n'est pas importé directement du pays d'origine peut être déterminée en fonction du prix dans le pays d'origine dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- 1) si le produit transite simplement par le pays d'exportation;
- 2) si le produit n'est pas produit dans le pays d'exportation;
- 3) si le produit n'a pas de prix comparable dans le pays d'exportation.

Article 8:

La valeur normale d'un produit importé d'un pays qui, selon l'autorité compétente, ne s'appuie pas sur une économie de marché, est déterminée en fonction des renseignements provenant d'un pays qui s'appuie sur une économie de marché et dans lequel les conditions de production sont similaires aux conditions de production du pays concerné, ou est construite en fonction de toute autre base que l'autorité compétente juge appropriée.

Article 9:

L'autorité compétente, lorsqu'elle détermine la valeur normale du produit, exclut les ventes mentionnées ci-dessous:

- a) les ventes conclues avec des personnes liées au revendeur conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente réglementation;
- b) toute vente du produit concerné dans le pays exportateur ou dans un pays tiers à un prix inférieur aux coûts de production unitaires majorés des frais administratifs, des frais de vente et des frais généraux à l'unité et des bénéfices, sous réserve que toutes les conditions suivantes soient remplies:
 - 1) si le prix de ces ventes ne permet pas de couvrir les coûts dans un délai raisonnable du fait que ce prix est inférieur à celui de la moyenne pondérée des coûts de production unitaires pendant la période d'enquête, majorés des frais administratifs, des frais de vente et des frais généraux à l'unité;
 - 2) si ces ventes sont réalisées pendant une période de plus d'un an, à condition que cette période ne soit pas inférieure à six mois dans tous les cas;
 - 3) si ces ventes sont réalisées en quantités substantielles, lorsque le prix de vente moyen pondéré des transactions qui sont considérées pour la détermination de la valeur normale est inférieur aux coûts unitaires moyens pondérés, ou que le volume des ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires ne représente pas moins de 20 pour cent du volume vendu dans ces transactions.

Détermination du prix à l'exportation**Article 10:**

Le prix à l'exportation est le prix payé ou à payer pour le produit vendu pour exportation du pays exportateur vers le Royaume de Jordanie.

Article 11:

Dans les cas où un prix à l'exportation final ne peut pas être déterminé ou dans les cas où l'autorité compétente considère que le prix à l'exportation n'est pas fiable compte tenu de l'existence d'un lien au sens des dispositions de l'article 3 de la présente réglementation, ou de l'existence d'un accord spécial entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, l'autorité compétente peut construire le prix à l'exportation de la manière suivante:

- a) sur la base du prix auquel le produit importé est initialement revendu à un acheteur non lié et indépendant dans le Royaume de Jordanie, et duquel sont déduits tous les bénéfices, coûts, redevances

ou dépenses qui sont intervenus entre le moment de l'importation et celui de la revente dans le Royaume de Jordanie;

b) en fonction d'une base raisonnable que l'autorité compétente juge appropriée si le produit n'est pas revendu à un acheteur indépendant ou n'est pas revendu dans la condition dans laquelle il a été importé.

Calcul des coûts

Article 12:

Aux fins de l'article 6 et du paragraphe b) de l'article 9 de la présente réglementation, le Ministre donne des instructions établissant les méthodes et les directives utilisées pour le calcul des coûts et des bénéfices en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping de l'Organisation mondiale du commerce.

Comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale

Article 13:

Aux fins du calcul de la marge de dumping, une comparaison équitable est établie entre le prix à l'exportation et la valeur normale du produit importé qui a fait l'objet de ventes dans des conditions commerciales les plus proches possibles.

Article 14:

Aux fins de la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, il est dûment tenu compte, au cas par cas, des différences qui faussent la comparaison, notamment des différences concernant les conditions de vente, l'imposition, les niveaux commerciaux, les quantités du produit et ses caractéristiques physiques.

Article 15:

Aux fins de la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, ces deux valeurs sont converties dans la même monnaie en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente, à moins que le prix à l'exportation soit directement lié aux transactions monétaires sur le marché à terme. Dans ce cas, le taux de change de la vente à terme est utilisé.

Article 16:

La marge de dumping qui résulte exclusivement de fluctuations du taux de change est ignorée. Une telle marge de dumping résulte d'une appréciation constante de la valeur des devises étrangères par rapport au dinar jordanien. L'autorité compétente laisse aux exportateurs faisant l'objet d'une enquête un délai d'au moins 60 jours pour ajuster les prix à l'exportation afin de refléter les fluctuations durables du taux de change pendant la période de l'enquête.

Détermination de la marge de dumping

Article 17:

a) La marge de dumping est la différence entre la valeur normale du produit importé et son prix à l'exportation.

b) Il est autorisé à exprimer la marge de dumping sous forme d'un pourcentage en divisant la valeur obtenue aux termes du paragraphe a) du présent article par le prix à l'exportation.

c) Un dumping est réputé avoir lieu lorsque la marge de dumping calculée est inférieure à 2 pour cent.

Article 18:

Nonobstant les dispositions des articles 13, 14, 15 et 16 de la présente réglementation, et aux fins de déterminer s'il y a eu dumping pendant la période d'enquête, la marge de dumping de tout exportateur ou producteur est établie de la manière suivante:

a) la différence entre la moyenne pondérée des valeurs normales des ventes approuvée par l'autorité compétente conformément aux conditions énoncées aux articles 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente réglementation, et la moyenne pondérée de tous les prix à l'exportation comparables vers le Royaume de Jordanie pendant la même période; ou

b) la moyenne pondérée des marges de dumping résultant de la différence entre chaque valeur normale du produit dans chacune des transactions mentionnées au paragraphe a) du présent article, et le prix à l'exportation de la transaction comparable.

Article 19:

La marge de dumping d'un pays spécifique est calculée sur la base de la moyenne pondérée des marges de dumping individuelles des exportateurs du pays en question.

Article 20:

Nonobstant les dispositions de l'article 18 de la présente réglementation, si l'autorité compétente découvre que le schéma des prix à l'exportation diffère considérablement entre différents acheteurs, différentes régions ou périodes, elle peut alors calculer la marge de dumping d'un exportateur ou producteur particulier sur la base de la moyenne pondérée des marges de dumping résultant de la différence entre la moyenne pondérée des valeurs normales des produits de cet exportateur ou producteur et les prix de ses transactions à l'exportation individuelles. Dans ces cas-là, l'autorité compétente doit présenter aux parties intéressées un document justifiant son incapacité de prendre en considération ces différences, d'une manière appropriée, en appliquant les dispositions de l'article 18 de la présente réglementation.

Subventions

Article 21:

Il est autorisé d'imposer des droits compensateurs à un produit importé vers le Royaume de Jordanie s'il apparaît, suite à une enquête conduite par l'autorité compétente en conformité avec les dispositions de la présente loi et de la présente réglementation, que l'une des situations ci-dessous existe:

- a)
 - 1) le produit importé est subventionné au sens de la définition énoncée à l'article 22 de la présente réglementation;
 - 2) la subvention accordée est spécifique au sens du concept énoncé à l'article 23 de la présente réglementation;

- 3) les importations du produit qui bénéficie de la subvention causent un dommage à un produit similaire conformément aux dispositions de la présente loi et de la présente réglementation; ou
- b) le produit importé bénéficie d'une subvention prohibée au sens du concept énoncé à l'article 24 de la présente réglementation.

Article 22:

- a) Aux fins de la présente réglementation, un subventionnement se rapporte à un avantage ou à une contribution financière accordée par le pays exportateur ou toute autre forme de soutien des revenus ou des prix au sens du concept énoncé à l'article XVI du GATT de 1994, qui conduit à privilégier des entités ou des particuliers qui produisent, distribuent, transportent, vendent ou exportent des produits ou autres.
- b) Sont considérées comme subventions les formes suivantes de contribution financière publique:
 - 1) toute contribution financière accordée par un gouvernement, qu'elle soit directe (dons et prêts) ou indirecte (garanties de prêt accordées par d'autres entités);
 - 2) l'abandon de recettes publiques du fait de leur exemption ou de leur non-perception, à l'exception de l'exemption complète ou partielle, pour un produit exporté, des redevances ou taxes imposées à un produit similaire lorsqu'il est destiné à la consommation intérieure, ou du remboursement de ces redevances ou taxes après exportation si celles-ci sont perçues, à condition que le montant remboursé n'excède pas le montant qui a effectivement été perçu;
 - 3) un gouvernement achète des produits ou fournit des produits ou des services autres que du domaine de l'infrastructure générale;
 - 4) un gouvernement a recours aux formes de soutien énoncées aux alinéas 1) à 3) du présent paragraphe, soit en effectuant des paiements à des établissements financiers soit en donnant pour responsabilité ou pour instruction à un organisme privé de remplir l'une au moins des fonctions illustrées dans le présent paragraphe.

Spécificité d'une subvention

Article 23:

- a)
 - 1) Une subvention est réputée être spécifique si le gouvernement qui l'accorde ou si la législation qui la régit en limite l'accès à certaines entreprises spécifiques ou à une certaine zone géographique.
 - 2) Aux fins des dispositions de la présente réglementation, une entreprise spécifique est une entreprise, ou un secteur industriel spécifique, ou encore un groupe d'entreprises ou d'industries.
- b) Une subvention n'est pas considérée comme spécifique si elle a été accordée conformément aux critères et conditions objectifs définis par l'autorité ou la législation régissant l'admissibilité ou le montant de la subvention, sous réserve que l'admissibilité devienne automatique et que les critères et conditions en question soient strictement appliqués.

c) Aux fins du présent article, les critères et conditions sont considérés comme objectifs s'ils sont empreints d'impartialité, en ce sens qu'ils ne favorisent pas certaines entreprises au détriment d'autres, et qu'ils sont de nature économique et ont une application horizontale, tels que la taille de l'entreprise ou le nombre des employés qui y travaillent, ou tout autre facteur.

Subventions prohibées

Article (24):

- a) L'octroi de subventions est prohibé dans les cas suivants:
- 1) lorsque les subventions sont subordonnées, de droit ou de fait, aux résultats à l'exportation, que cela constitue une condition unique ou une condition parmi plusieurs autres;
 - 2) lorsque les subventions sont subordonnées à l'utilisation de marchandises d'origine nationale plutôt qu'importées, que cela constitue une condition unique ou une condition parmi plusieurs autres.
- b) Une subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation, même si elle ne l'est pas de droit, si elle est en fait liée à des exportations effectives ou anticipées ou à des recettes d'exportation.
- c) Le fait qu'une entreprise ou une société à laquelle une subvention a été accordée ait des activités d'exportation ne suffit pas à considérer la subvention comme prohibée.

Subventions ne donnant pas lieu à une action

Article 25:

Il n'est pas autorisé d'imposer des mesures compensatoires à l'encontre des formes de subventions suivantes:

- a) Les subventions accordées pour des activités de recherche conduites par des entreprises ou des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche sur la base d'un contrat conclu avec des entreprises, à condition que le montant des subventions n'excède pas 75 pour cent des coûts généraux de l'activité de développement préconcurrentielle. Les types des coûts visés et le concept de recherche industrielle sont déterminés conformément aux instructions données par le Ministre à cette fin.
- b) Les subventions accordées à des régions désavantagées sur le territoire du pays exportateur, dans le cadre d'un plan général de développement régional, à condition que cette aide soit accordée aux entreprises visées dans ces régions. Les critères et conditions utilisés pour déterminer qu'une région est désavantagée sont fixés conformément aux instructions données par le Ministre à cette fin.
- c) Les subventions accordées pour aider à adapter les installations aux nouvelles prescriptions en matière de protection de l'environnement imposées par la législation et qui se traduisent par une charge financière et de plus fortes contraintes pour les entreprises, à condition que le pourcentage des subventions n'excède pas 20 pour cent des coûts d'adaptation et que les installations aient été opérationnelles depuis deux ans au moins au moment de l'imposition des nouvelles prescriptions en matière de protection de l'environnement, à quoi s'ajoutent toutes conditions fixées par le Ministre au moyen d'instructions données à cette fin.

Montant de la subvention

Article 26:

a) Le montant de la subvention est déterminé en fonction de l'avantage perçu par la personne recevant la subvention, et qui est calculé sur la période d'enquête.

b) Les règles énoncées ci-dessous sont appliquées pour calculer l'avantage perçu par la personne qui a bénéficié de la subvention:

- 1) une prise de participation des pouvoirs publics au capital social d'une entreprise ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins que la décision en matière d'investissement ne puisse être jugée incompatible avec la pratique habituelle concernant les investissements (y compris pour ce qui est de la fourniture de capital-risque) des investisseurs privés sur le territoire de ce Membre;
- 2) un prêt des pouvoirs publics ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants;
- 3) une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspondra à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions;
- 4) la fourniture de biens ou de services ou l'achat de biens par les pouvoirs publics ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins que la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate ou que l'achat ne s'effectue moyennant une rémunération plus qu'adéquate. L'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le bien ou service en question dans le pays de fourniture ou d'achat.

Domage

Article 27:

L'autorité compétente détermine l'existence d'un dommage important affectant effectivement les producteurs nationaux en raison d'un dumping ou d'un subventionnement, sur la base d'une enquête conduite à cet égard, en prenant en considération les éléments suivants:

a) l'existence d'une augmentation notable du volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, qu'il soit absolu ou relatif par rapport à la production ou à la consommation nationale, ainsi que le degré de l'impact de ces importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sur les prix du produit similaire national sur le marché intérieur, les facteurs suivants devant dûment être pris en compte:

- 1) les produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés ont été introduits à des prix inférieurs au prix d'un produit similaire avec une différence notable;

- 2) les importations ont conduit de manière significative à déprimer le prix du produit similaire national ou empêché une augmentation de son prix, qui aurait été possible en l'absence de ces importations.
- b) le degré de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sur les producteurs nationaux. Cette incidence est calculée au moyen d'une évaluation des indicateurs et des facteurs économiques relatifs à la situation des producteurs nationaux, y compris les suivants:
- 1) diminution effective ou potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement ou de l'utilisation des capacités;
 - 2) effets négatifs effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou de l'investissement;
 - 3) facteurs qui influent sur les prix intérieurs.

Article 28:

L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées est évalué par rapport aux producteurs nationaux sur la base de renseignements concernant la production d'un produit similaire national. Si ces renseignements sont indisponibles, l'évaluation se fonde sur des renseignements concernant le groupe ou la gamme de produits le plus étroit qui comprend le produit similaire pour lequel les renseignements nécessaires peuvent être fournis.

Menace de dommage**Article 29:**

Aux fins de la détermination de l'existence d'une menace de dommage important, l'autorité compétente s'appuie sur des faits, et non simplement sur une allégation, une conjecture ou une lointaine possibilité. À cet égard, l'autorité compétente prend en considération les éléments suivants:

- a) tous facteurs indiquant la probabilité de l'existence d'un accroissement des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, tels que:
- 1) une augmentation significative du taux des importations;
 - 2) la présence d'une capacité de production non utilisée dans le pays exportateur ou la présence d'une augmentation des stocks du produit dans ce pays et l'absence d'autres marchés d'exportation pour absorber des exportations supplémentaires;
 - 3) l'existence d'arrangements futurs visant à exporter des produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés vers le Royaume de Jordanie;
 - 4) l'existence de produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés à des prix inférieurs à ceux du produit similaire national, indiquant la probabilité d'une augmentation de la demande des produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés.

b) une augmentation des stocks du produit faisant l'objet d'un dumping ou subventionné dans le Royaume de Jordanie.

Article 30:

L'autorité compétente ne peut déterminer l'existence d'une menace de dommage que si la totalité des facteurs énoncés à l'article 29 de la présente réglementation mène à la conclusion qu'il y aura un accroissement imminent de produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés qui causera un dommage à moins que des mesures soient imposées en conformité avec la présente réglementation.

Lien de causalité

Article 31:

L'autorité compétente s'assure que les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, compte tenu des résultats, sont la cause du dommage qu'ont subi ou peuvent subir les producteurs nationaux, et examine tout spécialement l'existence d'un accroissement significatif de ces importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, que celui-ci soit absolu ou relatif par rapport à la production ou à la consommation nationale dans le Royaume de Jordanie, ainsi que l'impact de ces importations sur les prix et l'importance de la marge de dumping.

Article 32:

Dans son évaluation du lien de causalité, l'autorité compétente prend en considération tous autres facteurs, outre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, qui ont causé ou peuvent causer un dommage, tels que le volume des importations non vendues à des prix de dumping ou subventionnés, d'autres facteurs qui peuvent affecter les prix intérieurs et réduire la demande, les modifications des schémas de consommation, les pratiques visant à restreindre les échanges, la concurrence entre les producteurs étrangers et nationaux, le développement de la technologie, les résultats à l'exportation et la productivité des producteurs nationaux.

Article 33:

Aux fins de l'évaluation de l'existence d'un dommage, lorsqu'elle enquête sur les importations d'un certain produit provenant de plus d'un pays, l'autorité compétente peut cumuler les effets de ces importations si les éléments suivants apparaissent de manière évidente:

a) La marge de dumping des importations de chaque pays excède de 2 pour cent le prix à l'exportation, dans le cas d'un dumping, et le montant de la subvention est d'au moins 1 pour cent, dans le cas d'un subventionnement.

b) Le volume des importations de chaque pays n'est pas négligeable.

c) L'évaluation des effets des importations par cumul est appropriée compte tenu des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits similaires nationaux.

Retard important dans la création d'une branche de production nationale**Article 34:**

a) Lorsqu'elle détermine l'existence d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, l'autorité compétente évalue les éléments suivants:

- 1) la perspective de créer une branche de production nationale dans un délai raisonnable;
- 2) la possibilité d'une croissance et d'un maintien de cette branche de production.

b) L'autorité compétente examine, notamment, des études de faisabilité économique, les prêts conclus ou devant être conclus et les contrats d'achat d'équipement conclus dans le but de créer de nouveaux projets d'investissement ou d'élargir des projets existants.

Demande**Article 35:**

Les producteurs nationaux ou leurs représentants, tels que les chambres d'industrie et de commerce, les syndicats, les sociétés, les associations concernées, les ministères supervisant un certain secteur de production ou d'autres, peuvent présenter au Ministre une demande écrite visant à faire protéger leur production contre des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, grâce au formulaire préparé par le Ministère à cette fin.

Article 36:

Les producteurs nationaux ou leurs représentants incluent dans la demande des éléments de preuve concernant le dumping ou le subventionnement, le dommage et le lien de causalité. La demande comprend également, dans la mesure du possible, les renseignements et données suivants:

a) L'identité du requérant et une description du volume et de la valeur de sa production du produit similaire. Lorsque la demande est faite au nom de producteurs nationaux, elle inclut la liste de leurs noms et le volume et la valeur de leur production du produit similaire.

b) Une description détaillée du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ou qu'il est subventionné, et du produit similaire national, accompagnée de leurs caractéristiques techniques, leurs usages et leur position tarifaire et, plus précisément, le ou les pays d'origine ou d'exportation.

c) Le volume et la valeur de la production du produit national.

d) Le nom et l'adresse de chaque exportateur ou producteur étranger connu du requérant qui produit ou exporte le produit faisant l'objet d'un dumping ou subventionné, ainsi qu'une liste des importateurs connus qui importent le produit en question.

e) Des renseignements sur le prix à l'exportation et la valeur normale, dans le cas d'un dumping, tels que:

- 1) le prix auquel le produit importé est vendu pour consommation sur le marché intérieur du pays exportateur ou, selon qu'il sera approprié, le prix auquel le produit est vendu du pays exportateur vers un pays tiers ou le prix construit du produit en question, sous réserve des dispositions de l'article 6 de la présente réglementation;

- 2) les prix à l'exportation du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping dans le Royaume de Jordanie ou, selon qu'il sera approprié, les prix auxquels le produit est initialement vendu à un acheteur indépendant dans le Royaume de Jordanie.
- f) Des renseignements concernant l'existence de subventions, la forme et le volume de celles-ci ainsi que leur capacité de résister aux mesures prises à leur encontre, dans le cas d'un subventionnement.
- g) Des renseignements concernant l'accroissement du volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et sur les producteurs nationaux conformément aux facteurs et indicateurs énoncés à l'article 27 de la présente réglementation.
- h) Tous renseignements détaillés ou supplémentaires que le Ministre décide d'inclure dans la demande.

Article 37:

Le requérant qui demande une protection présente une copie de la demande en question ne contenant pas de renseignements confidentiels.

Soutien des producteurs nationaux

Article 38:

Le Ministre a l'interdiction de prendre la décision d'ouvrir une enquête sauf s'il apparaît de manière évidente à l'autorité compétente, suite à une annonce publiée visant à évaluer le soutien des producteurs nationaux, que:

- a) La demande est soutenue par les producteurs nationaux dont la production prise collectivement représente plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produit par la partie de la branche de production nationale qui exprime soit son soutien soit son opposition à la demande.
- b) La production collective totale des producteurs nationaux qui soutiennent expressément la demande représente au moins 25 pour cent de la production totale des producteurs nationaux du produit similaire.

Article 39:

L'autorité compétente peut fonder son examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande sur des échantillons statistiques dans les cas où le nombre de producteurs nationaux est très élevé.

Article 40:

Aux fins de l'évaluation de l'importance de l'opposition à la demande, l'autorité compétente exclut les producteurs qui importent les produits dont il est allégué qu'ils font l'objet d'un dumping ou qu'ils sont subventionnés. Il est autorisé d'exclure des producteurs liés à des importateurs ou des exportateurs de ces produits conformément aux dispositions de la présente réglementation.

Article 41:

Le Ministre peut donner des instructions visant à définir la période pendant laquelle il rejette une demande d'enquête concernant un produit spécifique si le requérant s'est expressément opposé à une demande qui a été présentée pour le même produit.

Volume minimal des importations**Article 42:**

Il est prohibé d'ouvrir une enquête concernant un produit importé d'un pays spécifique et il est rapidement mis fin à l'enquête à n'importe quelle étape si l'autorité compétente détermine que le volume des importations de ce produit est inférieur à un certain pourcentage du total des importations de ce produit vers le Royaume de Jordanie, tel que le prévoient les accords internationaux de l'Organisation mondiale du commerce et conformément à leurs dispositions et exceptions.

Périodes d'enquête**Article 43:**

L'autorité compétente décide, au moment de l'ouverture d'une enquête, d'approuver certaines périodes appelées les périodes d'enquête, et elle rassemble des renseignements concernant l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement et du dommage en découlant, vérifie l'exactitude de ces renseignements et les analyse par rapport aux périodes approuvées.

Article 44:

Au cours de l'enquête, l'autorité compétente détermine une marge de dumping individuelle pour chaque producteur ou exportateur qui lui est connu.

Article 45:

Dans les cas où il n'est pas possible de déterminer une marge de dumping individuelle, conformément aux dispositions de la présente réglementation, pour tous les producteurs ou exportateurs visés par l'enquête en raison de leur grand nombre, l'autorité compétente peut limiter l'enquête à une partie d'entre eux sur la base des renseignements à sa disposition au moment de la sélection, ou de la limiter à un pourcentage des exportations d'un pays spécifique lorsque son enquête est d'ordre pratique. La marge de dumping est alors déterminée de la manière suivante:

- a) La marge de dumping est décidée individuellement pour chaque article de l'échantillon.
- b) La marge de dumping de ceux qui ne sont pas inclus dans l'échantillon se fonde sur la moyenne pondérée des marges de dumping calculées pour ceux qui sont inclus dans l'échantillon, sous réserve que toute marge de dumping négative ou égale à zéro ou que toute marge de dumping déterminée en fonction des renseignements disponibles conformément à l'article 52 de la présente réglementation soit exclue du calcul de cette moyenne pondérée.

Collecte et évaluation des éléments de preuve

Article 46:

Nonobstant les dispositions de l'article 52 de la présente réglementation, l'autorité compétente vérifie au cours de l'enquête l'exactitude des renseignements présentés par les parties intéressées et sur la base desquels elle fonde ses impressions.

Article 47:

a) L'autorité compétente peut demander au requérant ou aux parties intéressées dans le cadre de l'enquête d'examiner tous renseignements ou données qu'elle juge nécessaires aux fins de l'enquête pendant une période qu'elle fixe à cette fin. Elle peut également envoyer des questionnaires aux parties et accorder aux parties nationales concernées recevant ces questionnaires un délai de réponse de 30 jours à compter de la date de la remise des questionnaires. Ce délai peut être prorogé jusqu'à une période n'excédant pas 45 jours, pour des motifs valables. Il est ménagé aux parties intéressées étrangères un délai de 45 jours qui peut être prorogé jusqu'à une période n'excédant pas 60 jours, pour des motifs valables.

b) Aux fins de la mise en œuvre des dispositions du paragraphe a) du présent article et en l'absence d'éléments de preuve indiquant la date de réception des questionnaires, ceux-ci sont considérés comme reçus après une semaine à compter de la date de leur envoi aux parties intéressées ou de leur remise au représentant agréé du pays exportateur dans le Royaume de Jordanie.

Article 48:

L'autorité compétente autorise les parties intéressées dans le cadre de l'enquête à:

- a) examiner tous renseignements ou données non confidentiels figurant dans le dossier de l'enquête;
- b) lui présenter des communications écrites étayées par tout élément de preuve disponible pendant l'enquête dans un délai qu'elle détermine;
- c) organiser des auditions publiques, sur demande et sous sa supervision, entre elle-même et les autres parties souhaitant entendre les vues et les réfutations de chacune d'entre elles. Il est autorisé de présenter des renseignements et des arguments oraux à condition qu'ils soient ensuite communiqués par écrit et qu'aucune partie ne soit contrainte d'assister à l'audition publique. L'absence d'une partie à une audition publique ne porte pas préjudice à sa cause.

Article 49:

L'autorité compétente prend en considération les éventuelles difficultés que peuvent rencontrer les parties intéressées et les requérants, et peut proroger le délai accordé pour la présentation des renseignements sur la base d'une requête justifiée, chaque fois qu'il est possible.

Article 50:

L'autorité compétente ménage aux parties liées, qu'elles soient des entrepreneurs utilisant le produit importé dans leurs entreprises ou des personnes ou entités les représentant, ou des représentants des consommateurs, des possibilités de présenter des renseignements ou des vues

concernant l'enquête d'une manière qui permette au Royaume de Jordanie de mettre en œuvre ces mesures.

Enquêtes hors du Royaume de Jordanie

Article 51:

Aux fins de la vérification des renseignements fournis ou pour obtenir davantage de détails, l'autorité compétente peut mener les enquêtes nécessaires dans d'autres pays, à condition qu'elle obtienne l'accord des sociétés ou entreprises dont elle désire obtenir des renseignements, et sous réserve que le gouvernement du pays intéressé ne fasse pas objection après que son représentant dans le Royaume de Jordanie en a été notifié. Le Ministre donne des instructions visant à réglementer la conduite des enquêtes dans d'autres pays conformément aux dispositions des accords internationaux de l'Organisation mondiale du commerce et de leurs addenda.

Article 52:

a) Si l'une des parties intéressées a fait obstacle à l'enquête, a empêché l'obtention de résultats ou n'a pas fourni les renseignements et données nécessaires aux fins de l'enquête dans le délai imparti, l'autorité compétente peut fonder ses conclusions sur des renseignements disponibles d'autres sources afin de mener à son terme la procédure d'enquête et de donner une recommandation en la matière.

b) Le Ministre donne les instructions nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du paragraphe a) du présent article conformément aux dispositions des accords internationaux de l'Organisation mondiale du commerce et de leurs addenda.

Article 53:

Les notifications envoyées au requérant ou aux parties intéressées dans le cadre de l'enquête, la demande de renseignements ou de fourniture de copies de la demande en conformité avec les dispositions de la présente réglementation sont envoyées par courrier recommandé, sauf si les parties intéressées ou leurs représentants les reçoivent en personne de l'autorité compétente.

Confidentialité

Article 54:

a) Si une partie à l'enquête fournit des renseignements ou des données et demande, pour des motifs valables, qu'ils soient considérés comme confidentiels, l'autorité compétente a l'interdiction de les divulguer sans la permission de la partie concernée, au risque d'engager sa responsabilité juridique.

b) Si l'autorité compétente estime que les motifs sur lesquels la partie à l'enquête fonde sa requête concernant la confidentialité des renseignements ou données qu'elle a présentés dans la demande ou au cours de l'enquête ne justifient pas un traitement confidentiel et si, malgré tout, la partie insiste pour qu'ils soient traités de manière confidentielle, l'autorité compétente peut ne pas tenir compte de ces données pendant l'enquête, à moins qu'il puisse lui être démontré de manière satisfaisante par plusieurs sources de confiance que ces renseignements sont corrects.

c) En tout cas, une partie intéressée qui fournit des renseignements confidentiels communique des résumés non confidentiels de ces renseignements. Ces résumés sont suffisamment détaillés pour permettre une bonne compréhension des renseignements. L'autorité compétente peut permettre à la partie de ne pas fournir ces résumés s'il lui apparaît qu'il n'est pas possible de le faire.

Détermination préliminaire

Article 55:

L'autorité compétente, en conformité avec les dispositions de la loi, arrête une détermination préliminaire concernant l'existence ou non d'un dumping ou d'un subventionnement, d'un dommage et du lien de causalité au plus tôt 60 jours après l'annonce de l'ouverture de l'enquête et après avoir donné aux parties intéressées la possibilité de présenter tous renseignements pertinents.

Article 56:

Si la détermination préliminaire conclut qu'il n'existe pas de dumping, de subventionnement, de dommage ou de lien de causalité, le Ministre peut décider de mettre un terme à l'enquête ou de l'interrompre, selon qu'il jugera nécessaire.

Article 57:

L'autorité compétente arrête la détermination préliminaire et la notifie à l'Organisation conformément aux dispositions de la présente réglementation.

Suspension de l'enquête

Article 58:

a) Le Ministre peut, sur recommandation de l'autorité compétente, retirer la décision d'ouvrir l'enquête en fermant le dossier et en y mettant un terme à tout moment, si l'une des circonstances suivantes se présente:

- 1) si le Ministre est convaincu que les éléments de preuve concernant le dumping ou le subventionnement, le dommage ou le lien de causalité sont insuffisants et ne justifient pas la poursuite de l'enquête;
- 2) si le requérant retire sa demande et le fait conformément aux dispositions de la loi;
- 3) s'il apparaît à l'autorité compétente que la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent du prix à l'exportation, ou que le montant de la subvention est inférieur à 1 pour cent, ou que le dommage n'est pas important;
- 4) si l'un des cas énoncés à l'article 42 de la présente réglementation se présente.

b) L'arrêt de l'enquête se limite à l'exportateur ou au pays qui remplit une des conditions énoncées aux alinéas 1, 3 et 4 du paragraphe a) du présent article, et ne concerne pas les autres exportateurs ou pays, s'il y en a.

Acceptation d'engagements en matière de prix

Article 59:

a) Il n'est pas autorisé de chercher à obtenir des engagements en matière de prix de la part des exportateurs si le Ministre n'a pas arrêté une détermination préliminaire positive concernant l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement, d'un dommage et d'un lien de causalité.

b) Il n'est pas autorisé d'accepter des engagements en matière de prix s'ils comprennent des augmentations de prix plus élevées que nécessaire afin d'éliminer la marge de dumping ou plus élevées que le montant de la subvention.

c) Il n'est pas nécessaire d'accepter des engagements en matière de prix si l'autorité compétente considère leur acceptation impossible compte tenu du nombre trop élevé d'exportateurs ou pour toute autre raison. Le cas échéant et lorsque cela est possible, l'autorité compétente notifie aux exportateurs sa détermination et les motifs qui la justifient.

Article 60:

L'autorité compétente peut demander à tout exportateur dont les engagements en matière de prix ont été acceptés de présenter périodiquement des renseignements concernant la mise en œuvre de ses engagements, et de lui permettre de vérifier les données pertinentes et d'appliquer à ces renseignements les dispositions en matière de confidentialité prévues par la présente réglementation.

Article 61:

Les engagements en matière de prix deviennent automatiquement caducs si une détermination finale négative concernant l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement, ou d'un dommage en découlant est arrêtée, sauf dans les cas où cette détermination est due pour l'essentiel à l'existence de ces engagements. Le Ministre peut demander le maintien des engagements pendant une période raisonnable.

Article 62:

En cas de violation d'un engagement en matière de prix, le Ministre peut mettre un terme à l'engagement ou le suspendre, et prendre immédiatement des mesures provisoires sur la base des renseignements qui sont à sa disposition.

Article 63:

Les dispositions des articles 73, 74 et 75 de la présente réglementation sont mises en œuvre et les ajustements nécessaires sont effectués en fonction des engagements en matière de prix qui sont acceptés en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.

Mesures provisoires

Article 64:

a) Les mesures provisoires appliquées en vertu des dispositions de la loi peuvent prendre la forme d'un droit de douane, d'une caution en espèces ou d'une garantie bancaire sur le compte de la Direction des douanes, sous réserve que le droit ou la garantie n'excède pas la marge de dumping ou le montant de la subvention.

b) Aux fins de la détermination du droit mentionné au paragraphe a) du présent article, la marge de dumping ou le montant de la subvention est estimé en fonction des renseignements dont l'autorité compétente dispose au moment de l'évaluation.

Article 65:

a) Dans le cas d'un dumping, l'application de mesures provisoires n'excède pas quatre mois. La période peut être prorogée sur une demande émanant d'exportateurs qui représentent un pourcentage significatif des échanges réalisés avec le Royaume de Jordanie pour un produit spécifique, sous réserve que la prorogation n'excède pas deux mois. Cependant, si l'autorité compétente trouve, au cours de l'enquête, que le droit provisoire imposé afin de pallier le dumping est inférieur à la marge de dumping, des mesures provisoires peuvent être appliquées pendant une période n'excédant pas six mois qui peut être prorogée d'une période n'excédant pas trois mois.

b) Dans le cas d'un subventionnement, des mesures provisoires peuvent être appliquées pendant une période n'excédant pas quatre mois.

Article 66:

Les dispositions de l'article 18 de la loi et des articles 68, 69 et 70 de la présente réglementation sont prises dûment en considération lors de l'évaluation du montant du droit imposé et perçu dans le cas de mesures provisoires.

Article 67:

L'autorité compétente notifie le requérant dans les plus brefs délais une fois que la décision d'appliquer des mesures provisoires a été prise et avant qu'elles ne soient appliquées. Elle publie également une annonce à ce propos et en notifie l'Organisation conformément aux dispositions de la présente réglementation.

Imposition de droits antidumping et de droits compensateurs

Article 68:

a) Le droit antidumping ou le droit compensateur est perçu sur une base non discriminatoire de tous les exportateurs dont les exportations causent un dommage, à l'exception des importations de sources dont des engagements en matière de prix ont été acceptés.

b) Le Ministère notifie à la Direction des douanes les noms de ceux qui exportent des produits spécifiques dont il a été établi qu'ils font l'objet d'un dumping ou sont subventionnés, de sorte que les droits soient perçus uniquement de ces exportateurs.

c) Les paragraphes a) et b) du présent article s'appliquent en conformité avec les dispositions des accords internationaux de l'Organisation mondiale du commerce.

Article 69:

a) Si l'autorité compétente a limité son enquête à un échantillon statistique d'exportateurs ou de producteurs conformément à l'article 45 de la présente réglementation, le droit antidumping appliqué aux importations de tout exportateur ou producteur non inclus dans l'échantillon et n'ayant pas fait l'objet d'une enquête sur une base individuelle ne peut pas excéder la marge de dumping, de sorte qu'il soit équivalent à la différence entre la moyenne pondérée de la valeur normale pour tous les exportateurs et producteurs qui ont fait l'objet de l'enquête et le prix à l'exportation de cet exportateur ou producteur non inclus dans l'échantillon.

b) Lors du calcul de la moyenne pondérée conformément au paragraphe a) du présent article, les valeurs normales calculées sur la base des renseignements disponibles en vertu des dispositions de l'article 52 de la présente réglementation ne sont pas prises en compte.

c) Si l'autorité compétente a limité son enquête à un échantillon statistique d'exportateurs ou de producteurs conformément à l'article 45 de la présente réglementation, le droit compensateur ne peut pas excéder la moyenne pondérée des montants des subventions calculés pour tous les exportateurs ou producteurs qui ont fait l'objet de l'enquête. Lors du calcul de la moyenne pondérée, tout montant d'une subvention qui est négatif ou égal à zéro, ou calculé sur la base des renseignements disponibles en vertu des dispositions de l'article 52 de la présente réglementation n'est pas pris en compte.

Article 70:

Le Ministre crée un comité constitué de représentants du Ministère et de la Direction des douanes afin d'examiner les demandes de remboursement des droits qui ont été payés en sus de la marge de dumping réelle ou du montant de la subvention par tout importateur du produit assujetti à ces droits, éléments de preuve à l'appui. Le comité présente ses recommandations au Ministre le plus rapidement possible dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la date de la demande de remboursement.

Article 71:

Si un produit est assujetti à des droits antidumping ou à des droits compensateurs et qu'il a été exporté, à partir du pays exportateur concerné, par de nouveaux exportateurs ou producteurs qui n'ont pas exporté le produit vers le Royaume de Jordanie pendant la période d'enquête et n'ont pas fait l'objet de l'enquête, l'autorité compétente procède à un réexamen de manière accélérée afin de déterminer la marge de dumping individuelle ou le droit compensateur applicable à ces exportateurs ou producteurs, sous réserve que ceux-ci puissent démontrer qu'ils ne sont pas liés à des exportateurs ou producteurs qui ont fait l'objet d'une enquête et dont les produits sont assujettis à des droits antidumping ou des droits compensateurs.

Article 72:

Aucun droit antidumping ni droit compensateur n'est perçu sur les importations provenant d'exportateurs ou de producteurs mentionnés à l'article 71 de la présente réglementation pendant la période de réexamen. Le Ministère peut toutefois différer le réexamen en cours à cet égard ou demander les garanties nécessaires pour s'assurer que les droits puissent être perçus rétroactivement à compter de la date d'ouverture du réexamen dans le cas où ce réexamen devait donner lieu à une détermination de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement concernant ces exportateurs ou producteurs.

Montant et portée des droits antidumping et des droits compensateurs

Article 73:

Le montant et la portée d'un droit antidumping ou un droit compensateur sont ceux nécessaires pour pallier le dumping ou le subventionnement causant le dommage.

Article 74:

- a) L'autorité compétente réexamine elle-même la nécessité de poursuivre l'imposition des droits antidumping ou des droits compensateurs, ou sur demande justifiée d'une partie intéressée, après une période spécifique d'imposition des droits qu'elle aura fixée.
- b) Si l'autorité compétente estime, suite au réexamen, que le maintien du droit antidumping ou du droit compensateur n'est pas justifié, le droit est abrogé immédiatement en application des mesures juridiques prévues à cet effet.

Article 75:

- a) La période de validité d'un droit antidumping ou d'un droit compensateur prend fin au plus tard cinq ans après son imposition ou à compter de la date du réexamen le plus récent effectué conformément à l'article 74 de la présente réglementation, si ce réexamen incluait le dumping ou le subventionnement et le dommage.
- b) Nonobstant les dispositions du paragraphe a) du présent article, s'il apparaît, suite à un réexamen ouvert avant la date de fin de la période précisée au paragraphe susmentionné, ou sur la base d'une demande étayée par des éléments de preuve suffisants et présentée par les producteurs nationaux ou leurs représentants, que mettre un terme à l'imposition du droit résulterait en une continuation ou une réapparition du dumping ou du subventionnement, et du dommage, le Ministère peut décider de maintenir la validité du droit en plus de son maintien pendant la période de réexamen, sous réserve que des demandes de réexamen soient présentées aux fins du présent article dans un délai de 60 jours avant la date mentionnée au paragraphe a) du présent article.

Article 76:

Les dispositions concernant les mesures et les principes de l'enquête énoncées dans la loi et dans la présente réglementation sont applicables au réexamen, sous réserve qu'elles soient mises en œuvre conformément aux dispositions de l'article 74 de la présente réglementation et que la procédure de réexamen soit conduite le plus rapidement possible et achevée dans un délai de 12 mois à compter de la date de son ouverture.

Rétroactivité

Article 77:

Les mesures provisoires, les droits antidumping et les droits compensateurs ne s'appliquent qu'aux produits importés pour une consommation intérieure après que la décision d'imposer ces droits est entrée en vigueur, sous réserve des exceptions énoncées aux articles 78 et 79 de la présente réglementation.

Article 78:

Il est autorisé d'imposer des droits antidumping et des droits compensateurs rétroactivement à la période pendant laquelle des mesures provisoires ont été appliquées si l'une des circonstances particulières suivantes se présente:

- a) si un dommage survient effectivement et qu'il n'avait pas été envisagé ou qu'il survient sous la forme d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale;

b) s'il y a une menace de dommage et qu'il a été prouvé que la non-application de mesures provisoires conduirait à l'apparition d'un dommage effectif.

Article 79:

Aux fins de l'application des dispositions de l'article 78 de la présente réglementation, si le droit antidumping ou le droit compensateur est supérieur au droit payé ou à payer imposé pendant la période d'application des mesures provisoires, ou supérieur au montant estimé aux fins de la garantie ou du dépôt effectué à titre de caution en vertu des dispositions de la présente réglementation, la différence n'est pas perçue. Si le droit est inférieur, la différence est remboursée ou le droit recalculé, selon le cas.

Article 80:

Nonobstant les dispositions de l'article 78 de la présente réglementation, s'il y a détermination de l'existence d'une menace de dommage ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, il est prohibé d'imposer un droit antidumping ou un droit compensateur avant la date de l'arrêt d'une décision à cet égard. Toute garantie déposée pendant la période d'application des mesures provisoires est remboursée et toute caution est libérée dans un délai de 30 jours à compter de la date de la décision.

Article 81:

a) Il est autorisé, pour pallier un dumping, d'imposer de manière rétroactive un droit définitif à certains produits importés en vue d'une consommation intérieure 90 jours avant la date d'application des mesures provisoires pour une période n'allant pas au-delà de la date d'ouverture de l'enquête, sous réserve que les conditions suivantes soient remplies:

- 1) un dumping a été constaté dans le passé et a causé un dommage lié au produit faisant l'objet du dumping, et l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratique le dumping et que ce dumping peut causer un dommage;
- 2) le dommage a été causé par des importations massives en peu de temps du produit faisant l'objet du dumping, ce qui, compte tenu du moment où cela est survenu et d'autres circonstances telles que l'accroissement rapide des stocks du produit importé, va vraisemblablement compromettre gravement l'effet correctif du droit antidumping définitif devant être appliqué.

b) Il est autorisé d'imposer des droits antidumping rétroactivement à des produits importés en vue d'une consommation intérieure avant une période n'excédant pas 90 jours à compter de l'application des mesures provisoires s'il y a violation de l'engagement en matière de prix, sous réserve que cette période ne couvre pas la période précédant la date à laquelle cette violation est survenue.

c) Il est autorisé d'imposer un droit compensateur rétroactivement à des produits importés en vue d'une consommation intérieure avant une période n'excédant pas 90 jours à compter de l'application des mesures provisoires s'il y avait des circonstances difficiles prouvant l'existence d'un dommage qu'il est difficile de pallier, suite à l'importation, en peu de temps, de quantités massives d'un produit spécifique, et dont il est difficile d'empêcher la réapparition.

Annonces et notifications

Article 82:

Les procédures énoncées ci-dessous sont applicables en ce qui concerne les annonces et les avis publics qui ont été mentionnés dans la loi et dans la présente réglementation:

- a) les annonces sont publiées dans deux quotidiens locaux aux frais du requérant;
- b) une copie de l'annonce est envoyée aux parties intéressées dans le cadre de l'enquête et portée à la connaissance de l'autorité compétente et de l'Organisation conformément aux principes établis, de sorte que l'Organisation puisse à son tour notifier les pays Membres intéressés;
- c) Les annonces mentionnent la possibilité ménagée aux pays Membres et aux parties intéressées d'acquérir un rapport, sur demande, qui présente de manière suffisamment détaillée les documents de base et les motifs juridiques étayant la détermination.

Article 83:

Nonobstant les dispositions concernant la protection des renseignements confidentiels énoncées dans la présente réglementation, un avis public annonçant l'ouverture de l'enquête est publié, qui contient les renseignements suivants:

- a) le nom du ou des pays exportant un produit particulier;
- b) la date d'ouverture de l'enquête;
- c) les fondements figurant dans la demande dénonçant l'existence d'un dumping;
- d) le résumé des facteurs énoncés dans la demande qui étayent la plainte concernant le dommage;
- e) l'adresse à laquelle les avis et les réponses des parties intéressées devraient être envoyés;
- f) le délai pendant lequel les parties intéressées peuvent présenter leurs vues et communiquer des mémorandums ou des renseignements avant que les déterminations préliminaire et finale soient faites, ainsi que présenter des demandes pour la tenue d'auditions publiques avec les parties ayant des intérêts opposés.

Article 84:

a) Nonobstant les dispositions concernant la protection des renseignements confidentiels énoncées dans la présente réglementation, il est publié une annonce concernant les déterminations préliminaire et finale, l'imposition de droits définitifs et de mesures provisoires ou leur abrogation, l'acceptation d'engagements en matière de prix ou leur abrogation, la suspension de l'enquête ou son arrêt, les déterminations relatives à l'imposition rétroactive de droits antidumping et toutes les déterminations relatives au réexamen, sous réserve que ces déterminations contiennent les éléments suivants:

- 1) les noms des importateurs du produit faisant l'objet d'un dumping dans le Royaume de Jordanie ou, si cela est impossible, les noms des pays importateurs concernés;

- 2) une description complète du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping à des fins douanières;
 - 3) la marge de dumping spécifiée, accompagnée d'une explication détaillée des motifs justifiant la méthode de calcul approuvée pour déterminer et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale;
 - 4) des considérations concernant la détermination de l'existence d'un dommage telles que prévues dans les dispositions de la présente réglementation.
 - 5) les éléments de fait et de droit sur lesquels ont été fondés les déterminations et les motifs qui ont conduit à accepter ou rejeter les arguments des exportateurs ou producteurs.
- b) Les déterminations mentionnées au paragraphe a) du présent article entrent en vigueur à compter de la date de publication des avis les concernant.

Redevances

Article 85:

- a) Les requérants paient au Ministère les redevances suivantes:
- 1) 250 dinars pour la présentation d'une demande visant à faire appliquer des mesures concernant un dumping ou un subventionnement;
 - 2) 750 dinars à l'ouverture de l'enquête.
- b) Les dispositions du paragraphe a) du présent article ne s'appliquent pas si la demande et l'enquête portent sur un produit agricole.

Article 86:

Le Ministre peut donner les instructions nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions de la présente réglementation et les publier dans le Journal officiel.
